

BLAGNAC

QUESTIONS D'HISTOIRE

Revue d'Histoire Locale - Semestriel n° 6 (Novembre 1993)

Edité par l'Association pour l'Etude et la Présentation de l'Histoire de la Résistance et de Blagnac

Siège Social - 7, rue Bacquié-Fonade - 31700 BLAGNAC

Documents sur les renseignements fournis par les résistants de la région toulousaine.

Nous extrayons ci-dessous d'un rapport de Georges Sentis, docteur en histoire, sur "le service B des FTPF et la Haute-Garonne" (Comités d'Histoire de la Résistance IRM) ce qui intéresse plus particulièrement Toulouse et Blagnac (notamment le terrain d'aviation dont on verra les croquis transmis aux alliés).

Le service B des FTPF (Francs-tireurs et partisans français) était un "service de renseignements de masse" qui recueillait puis transmettait les informations recueillies auprès des "triangles" du Parti Communiste et de la Jeunesse Communiste, des organisations du "Front National", de la M.O.I. (main d'oeuvre immigrée, rappelons la cellule Marcel Langer dont nous reparlerons en détail et "l'affiche rouge" qui concerna un groupe de leurs combattants, exécutés par les nazis), et aussi des groupes résistants proches ou indépendants du PCF, tels le réseau de Suzanne Cayla ou le réseau "Pervenche" formé de policiers patriotes (Jean Comtabalade, ancien des jeunesses socialistes, Yvon Valat, chef du bureau de recrutement des inspecteurs de police). Il semble aussi qu'il y eut des contacts avec le mouvement d'origine socialiste "Libérer-Fédérer" et les M.U.R. (mouvements unis de résistance) avec Verdier dit "Forain".

Le travail des réseaux de renseignements.

"Suzanne Cayla avait, au cours de ses études d'histoire à la faculté de Toulouse, adhéré en 1936 à l'U.E.C. (Union des étudiants communistes). Elle s'était liée avec Lucien Bonnafé, Jean Marcenac, Marie Louise Baron... Mais la maladie de sa mère l'avait amenée à restreindre son activité politique. Peu après la mort de sa mère en juillet 43, elle accepta de créer un réseau de renseignement travaillant pour le service B. Revenue à Toulouse, elle renoua avec des amis sûrs encore coupés du Parti. En particulier avec "Nanou" Bel, secrétaire à "La Dépêche" et épouse d'Henri Cazal, journaliste à ce même journal. Ce dernier mit à la disposition de Suzanne Cayla son bureau à "La Dépêche" : Suzanne et

Nanou y venaient taper les rapports. Ce bureau lui servait aussi de boîte aux lettres, et avantage non négligeable, la ligne téléphonique était "propre". Henri Cazal et Marie Louise Baron qui travailla quelques mois à "La Garonne" introduisirent S. Cayla dans le milieu journalistique toulousain où elle recueillait les dépêches d'agence, les "interdits de presse" (nouvelles dont les Allemands ou le gouvernement de Vichy interdisaient la publication), les confidences des journalistes, les fuites venues des fonctionnaires ou magistrats.

Parallèlement, de nombreux renseignements parvenaient à S. Cayla par l'intermédiaire de "Pervenche"... Bien que les deux policiers résistants aient été membres du réseau "Morhange", ils fournissaient à S. Cayla une masse d'informations sur la police et les milieux collaborateurs...".

"... De nombreux renseignements étaient fournis par le secteur "Travail allemand" de la M.O.I., recruté par les émigrés antifascistes allemands, autrichiens, tchèques... dirigé par Arthur London, "Léo", et Otto Niebergall... Le secteur "Travail allemand" s'était fixé un double objectif : développer une propagande anti-hitlérienne parmi les soldats allemands en diffusant journaux et tracts, - infiltrer les services de la Wehrmacht (le secteur postal de l'armée allemande à Toulouse, le dépôt de véhicules motorisés 664, l'intendance militaire allemande..) et les divers services de l'occupant (aérodromes de Blagnac, de Francazal et succursale toulousaine des usines "Junker", Commandantur des Transports, Banque Allemande, Commission allemande de la main d'oeuvre, office de déplacement allemand)".

Suzanne Cayla agrandit le domaine de ses contacts à Toulouse, notamment avec un Espagnol travaillant à l'aérodrome de Francazal, puis dans les Hautes Pyrénées avec un instituteur membre de la Résistance, à Mont de Marsan avec un malade du sanatorium spécialiste d'aviation, à Auch avec un professeur qui fabriquait de fausses cartes d'identité. Début 1944, elle devait quitter Toulouse pour Paris où elle travailla au réseau du service B de la SNCF".

La Transmission des renseignements.

Centralisés par un responsable régional, puis le responsable interrégional, les renseignements aboutissaient une fois par semaine, grâce à S. Cayla ou Marie-Louise Baron, dite "Mireille", qui se déplaçaient à Marseille ou Lyon, au responsable de la zone sud. Celui-ci informait l'état-major FTPF, tirait les renseignements qui pouvaient intéresser les alliés, établissait des fiches et les tirait en microfilms. "Françoise", soit Georgette Jouliat, les apportait au service technique du service B, où son mari, "François", agrandissait les microfilms et reproduisait à l'échelle les plans et croquis.

Enfin, l'ensemble des microfilms et des dessins aboutissaient d'une part au Comité Militaire National des FTPF et d'autre part étaient transmis aux alliés par une branche du service B nommé FANA. Des synthèses sur la situation politique et militaire en France étaient établies.

Exemple de documents transmis (fonds service B, musée de la Résistance à Ivry sur Seine).

I -Concernant l'aviation allemande à Toulouse et Blagnac :

(Probablement utilisés pour les bombardements faits par les alliés).

"10. 9. 1943. Usine Junker s'installe chez Latécoère à Toulouse. Les trains de machines-outils et matériels divers sont déjà arrivés ainsi que 200 ouvriers environ. Il se manifeste une certaine hésitation avant la mise en place. Le moral des officiers et de la direction est assez bas surtout après le dernier passage de l'aviation anglaise".

"18. 9. 1943. Usine Heinkel à Blagnac, à l' A.R.A.A. (atelier de réparation de l'Armée de l'Air). N'occupe à ce jour que l'atelier de montage. Les machines-outils ramenées de Nantes sont en piteux état (résultat du dernier raid aérien). L'effectif de l'usine est de 270 ouvriers (tous français) dont 150 de Nantes. Pas de main d'oeuvre féminine. Ce personnel est actuellement employé à remettre en état 13 avions de bombardement sérieusement atteints lors du dernier raid sur les usines Heinkel à Nantes. Ils travaillent sur le même appareil depuis 2 mois. Ces avions

sont désarmés et semblent destinés à une école de pilotage. L'usine travaille au ralenti, la pénurie de matières premières serait semble-t-il l'unique raison de cet état de choses. Heures de travail : 7h 30 à 12h 30, 13h 30 à 18h, l'usine ferme le samedi et le dimanche.

Non loin de là, école de pilotage, 10 avions de chasse. Pas de dépôt d'essence, dépôt de munitions pas très important semble-t-il"

" 15. 1. 1944. (Source directe) Usine Dewoitine : production de 12 voilures Junker 88 réparées depuis octobre.

Usine St Martin du Touch : installation chaîne pour réparation voilures Junker 88. Ces chaînes seraient prêtes au mois de Février. Elles doivent permettre des cadences allant de 10 voilures par mois en Février pour atteindre 45 voilures en Juillet. Cette chaîne est montée au grand hall de St Martin.

Magasin Matières St Martin. Nouveau bâtiment près de la piste à droite de l'usine principale. Dans ce bâtiment on démolit et on expertise les ailes. On y essaie et contrôle les réservoirs, tuyauteries, etc. En stock actuellement dans ce bâtiment : 10 voilures Junker en attente de vérification et 20 voilures Junker neuves.

Bureau S.N.C.A.M. 23 rue Mondron, Toulouse devenu le magasin général des pièces détachées pour les Junker 88. Ce magasin approvisionne particulièrement SNCASE, BREGUET, l'ARAA. En plus, expéditions extérieures. La quantité de pièces entreposées pour fuselage, voilure, empennage, représente le montage de plus de 200 appareils.

Usine MANURHEIM de Strasbourg fabrique des tours automatiques. Se replie à la SNCASE usine St Eloi bâtiment 11 cité ouvrière pour y reprendre sa fabrication"

"18. 2. 44. Source police par "Pervenche". L'agrandissement du terrain d'aviation de Franczal a obligé l'évacuation commencée le 10 courant des immeubles bordant le terrain et se trouvant sur le territoire des commerces de Toulouse, Cugnaux et Villeneuve Tolosane. Notamment... (suivent les adresses de tous les immeubles concernés).

D'autre source (habitants de St Simon) on nous signale que dans des immeubles précédemment réquisitionnés et évacués, le génie d'aviation de Franczal a procédé à une série de travaux de camouflage tels que :

maisons transformées en hangar pour un appareil, reliées par pistes cimentées avec l'aérodrome, installation de pièces de D.C.A. Il se peut que les évacuations citées ci-dessus ont le même but de camouflage et non pas l'agrandissement du terrain".

" 10. 3. 44 Terrain de Blagnac, près de Toulouse : croquis approximatif ". Voir reproduction ci-jointe du document" (croquis 1)

" 15. 3. 44 Source sûre. Objectif militaire usine d'aviation (6.22/38.7.33.22.5.49)*. 2 Block quadrimoteurs transport de troupes (45-50 personnes) sortent de fabrication.

3 Junkers 88, 8 Dewoitine 520 sont entièrement réparés. Ces avions quitteront le hall piste St Martin service Joffres vers la fin de la semaine, début semaine prochaine, pour le front de l'Est. Il est possible qu'il y ait un certain retard, les usines ayant été arrêtées quelques jours. Il paraît cependant que l'atelier de réparation n'a pas cessé de fonctionner. En cours de réparation sur la chaîne de montage : 40 ailes de JU. 88"

"Même date. Toulouse, source sûre, Usine de Cugnaux SNCASE. L'explosion du samedi 9.3.44 a détruit les deux compresseurs et le transformateur ainsi que les battis de montage des avions de chasse. Ont été également détruites les "ailes volantes" prototype pour l'après-guerre. Durée approximative de l'arrêt de l'usine : 1 mois".

"23.4.44. 2 croquis : aérodromes de Blagnac et de Francazal" Voir reproduction de ces 2 documents, croquis 2 et 3, page 30.

[Date non précisée, sans doute peu de temps après le bombardement de l'aérodrome de Blagnac, le 5 avril 1944]

"document intéressant pour les alliés : zone de dispersion des bimoteurs, pistes, D.C.A. et résultats du bombardement du 5.4. 44".

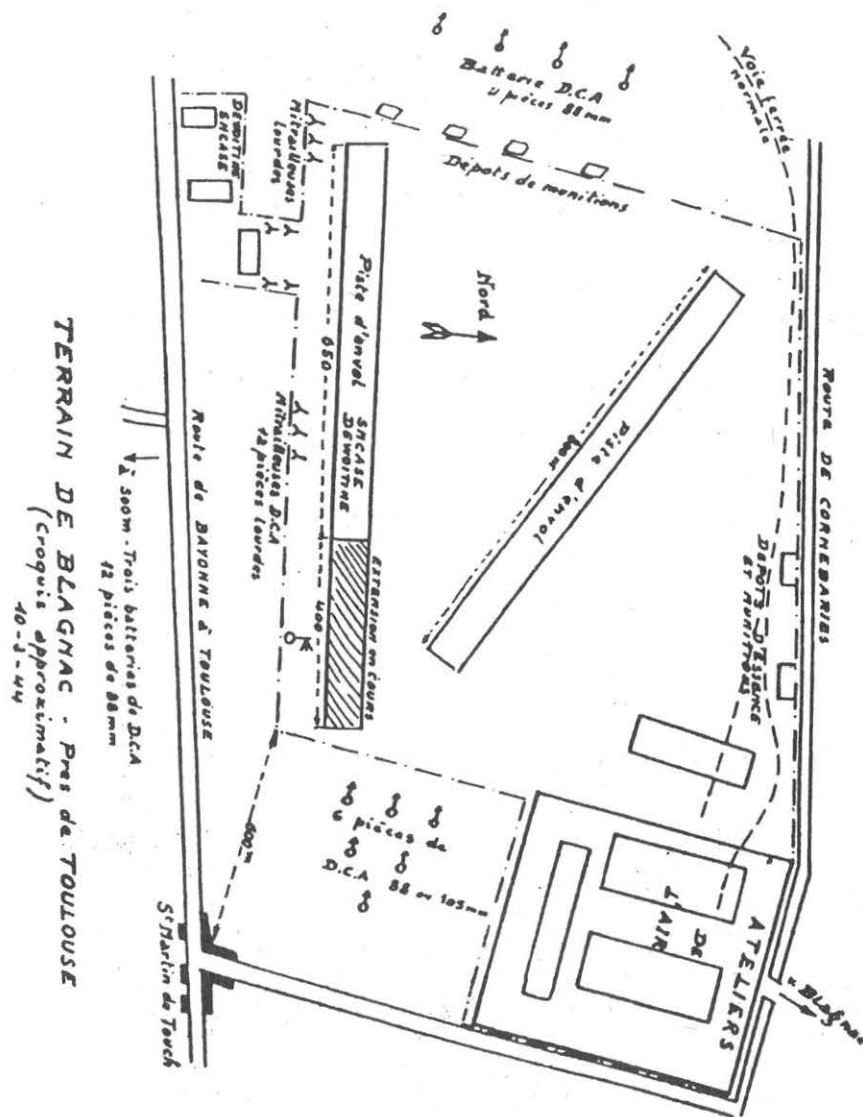
Voir reproduction croquis 4 page 31.

II - Renseignements d'ordre politique : meurtres et sabotages.

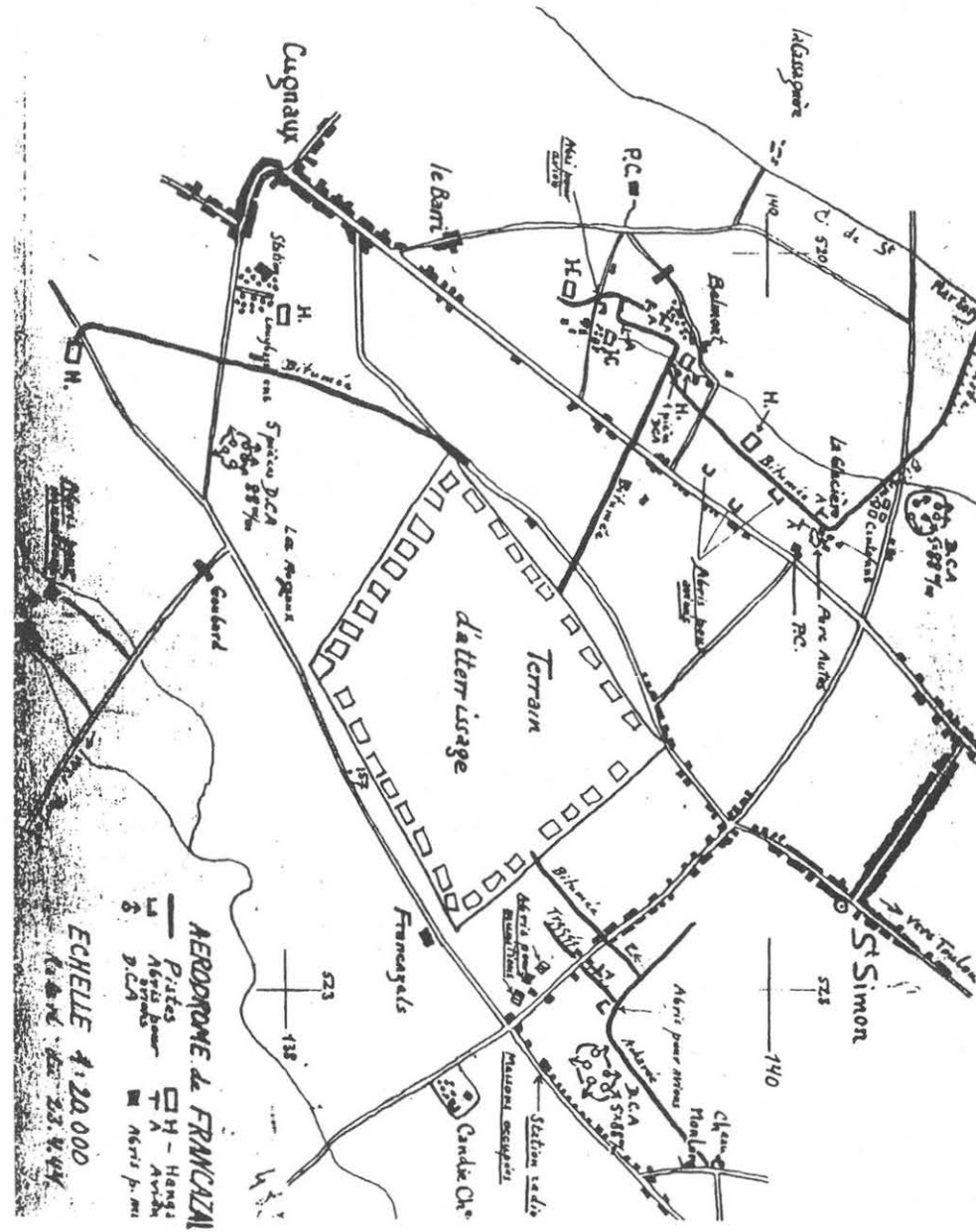
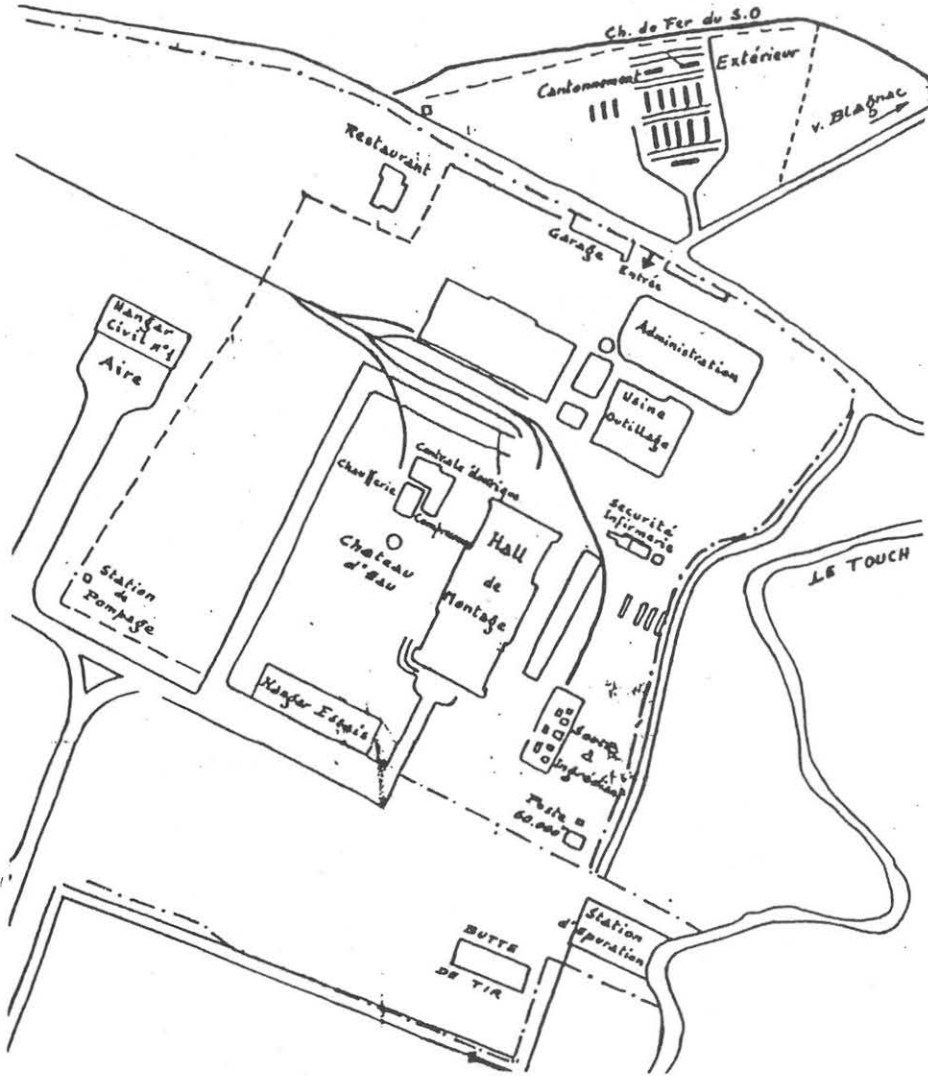
" **Assassinat du chef régional des M.U.R.:** On découvrait le 28 Janvier 1944 dans la forêt de Bouconne le cadavre d'un homme qu'on ne

* : chiffres de code déchiffrables par les Alliés.

CROQUIS 1



AERODROME DE BLAGNAC



AERODROME DE FRANCAZA
 Pistes
 Aérodrome
 D.C.A.
 H - Hangar
 A - Avion
 M - Avion p. m.

ECHILLE 1:22.000
 Août 1944

tardait pas à identifier comme étant Verdier, fabricant de machines agricoles à Toulouse. L'identification a pu être faite grâce à des papiers que le mort avait sur lui. La face était déchiquetée par une grenade et le corps portait en outre l'orifice d'entrée d'un projectile de 11 mm. Toutefois en plus des papiers, la famille a pu reconnaître, semble-t-il, certains détails du corps. La découverte du corps et, le lendemain, son identification, sans autres détails, ont été annoncés par la presse. Verdier n'était autre que le chef régional des M.U.R. dit Forain, arrêté par la Gestapo il y a près d'un mois. Ce n'est pas la première fois que des cadavres sont découverts dans la forêt de Bouconne. Cette forêt, vaste étendue sans habitations, située à 25 km de Toulouse, au Nord de la route d'Auch (N24) apparaît maintenant avec certitude comme étant le lieu d'exécutions sommaires de la Gestapo"

"Réquisition de main d'oeuvre. Toulouse. 17. 2. 44

(Source "Pervenche").

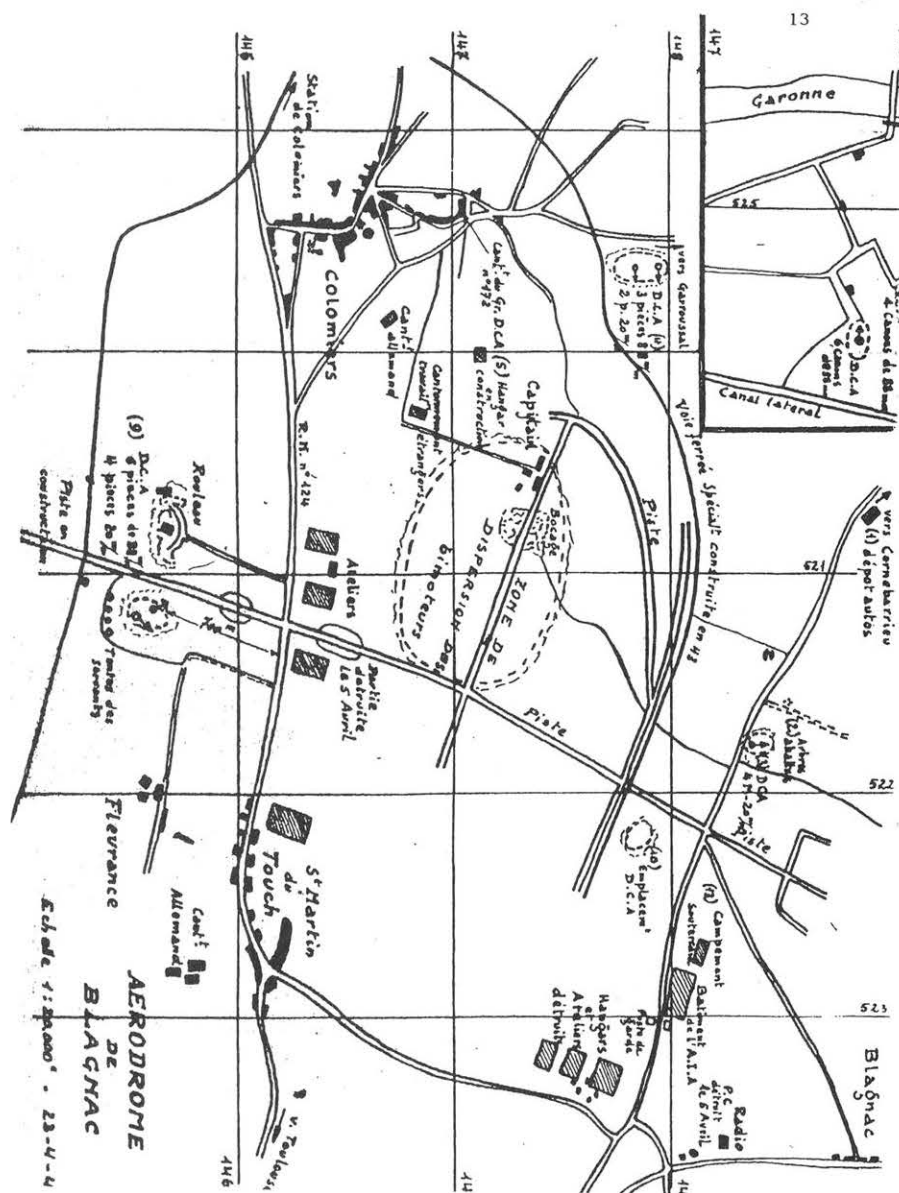
Les syndicats et les grosses firmes de Toulouse doivent fournir d'urgence la liste de leurs employés de 16 à 60 ans en vue des réquisitions pour travaux de terrassements. Il s'agit de fortifications de campagne commencées dans la banlieue de Toulouse. Une telle pratique émeut les autorités françaises et dans un document officiel "récupéré" on peut lire : Depuis le mois de décembre 1943, les Allemands procèdent en France à de nombreuses réquisitions de main d'oeuvre par l'intermédiaire des préfets et des maires en faisant jouer l'art. 3e de la convention de la Haye. Les hommes sont mis à la disposition de la Wehrmacht qui les utilise pour l'édification de fortifications et de défenses. Ainsi les lois françaises sur le S.T.O. (16.2.1942) et sur l'utilisation de la main d'oeuvre sont largement dépassées. Les autorités françaises n'ont plus le contrôle de la main d'oeuvre. Elles exécutent les ordres des autorités allemandes".

"Toulouse 1^{er} Février 1944. : Sabotages à la poudrerie.

Les sabotages de tout ordre se multiplient à la poudrerie nationale. Aussi bien les ouvriers que les jeunes des chantiers affectés s'emploient à ce que le rendement soit aussi faible que possible. La proportion de déchet que

CROQUIS 4

Document intéressant pour les Alliés: zone de dispersion des bimoteurs Pistes, D.C.A. et résultats du bombardement du 5 Avril 1944.



les divers dépôts signalent au fur et à mesure de l'arrivée des envois se situe à 55%, ce qui est considéré comme énorme. La nervosité des cadres allemands croît de jour en jour et cette semaine 7 employés civils français (chefs de brigade et d'équipe) ont été arrêtés pour "résistance passive". De semblables faits se produisent de plus en plus dans toutes les entreprises travaillant pour la Wehrmacht. Aux établissements Dewoitine, une grave affaire d'embauchage de réfractaires (au départ STO en Allemagne, NDLR) vient d'être découvert, les intéressés ont pu être prévenus à temps, mais le chef du personnel A ... a été arrêté pendant 24h et n'a été relâché sans doute qu'après avoir donné des gages".

"Service B. 29. 3. 44. Source sûre, action contre la poudrerie

Attentat dans la nuit du 27 au 28 mars, 21 explosions de 3h15 à 7h 30 dans l'atelier de la fabrication de coton poudre. Les engins ont éclaté à intervalle régulier, de quart d'heure en quart d'heure. Les dégâts matériels sont importants : 20 stations d'eau filtrée ainsi que 30 moteurs électriques sont détruits. Aucune victime parmi les ouvriers, qui ne travaillaient pas la nuit de l'attentat. Vers 7h, 2 boches qui voulurent pénétrer furent blessés : l'inspecteur des poudres Gleichmann et le lieutenant Lucke, le premier blessé à la jambe gauche, le second jambe droite sectionnée à la moitié du tibia.

Par mesure de sécurité, seul le personnel des bureaux et du garage a repris le travail dans la matinée. Le service de sécurité a découvert dans le bâtiment 317 où se sont produites les explosions un sac contenant un manuel relatif à l'utilisation des explosifs et plusieurs engins explosifs. Le manuel est dans les mains des autorités allemandes qui se trouvaient sur les lieux...".

(A noter que ce sabotage a fait plus de dégâts à la poudrerie que le raid de l'aviation alliée, qui par contre avait démoli le quartier d'habitation entre la caserne Niel et le coteau du Pech David. NDLR).

"Service B. 29. 3. 44. Source sûre. Répression policière:

(assassins de la milice).

Entre le 7 et le 9 Février, nous ne connaissons pas la date exacte, arrivèrent en gare de Toulouse par le train du soir vers 22h, trois

miliciens qui descendirent à l'hôtel Fages, qui est réquisitionné par les Allemands (...) Ils se présentent le lendemain de bonne heure au Préfet porteurs d'un ordre de mission en blanc. Le Préfet a un haut le corps mais il s'exécute : il a ordre de mettre en rapport immédiat les trois "juges" avec le gardien-chef de la prison St Michel. Ils vont juger sur dossier, sur les dossiers que doit leur remettre le gardien-chef. Les accusés ne seront pas entendus, ils ne verront même pas leurs juges. Leurs juges décident d'exécuter 12 prisonniers, d'ailleurs le nombre des exécutés leur avait été fixé d'avance.

En même temps, ils s'étaient mis en rapport avec le chef des GMR (*) qui devait fournir un peloton de 12 GMR et un chef. L'exécution eut lieu deux heures environ après le verdict. Lorsque l'officier chargé de l'exécution contrôle les corps, il n'y avait que 4 balles dans les corps, ce qui indique que 8 des GMR ne visèrent pas. Comme l'officier sortait son pistolet pour donner le coup de grâce, un des miliciens (ils assistaient à l'exécution) lui tendit un colt de près de 20 cm de long et lui dit : "faites donc avec celui-ci, il va beaucoup mieux", en riant. Après l'exécution, les 3 miliciens partirent achever leur journée dans une maison de tolérance de Toulouse, "La Présidence", rue Armand Vidal.

Une nouvelle cour martiale est annoncée à Toulouse le 6 mars composée de 3 miliciens en uniforme qui se sont rendus directement au Parquet et ont demandé à être mis en rapport avec le gardien-chef de la prison. On ignore le résultat de leur action.

Parmi les victimes de la première "session" figurent Sabatier répétiteur à Moissac (Tarn et Garonne), sa soeur, professeur au lycée de jeunes filles de Montauban".

Pour copie conforme, H.R.C.

(*) GMR: Groupes mobiles de réserve, ancêtres de nos CRS, mais spécialisés dans la répression des "terroristes". Sont aux ordres de Vichy, non de la Gestapo.